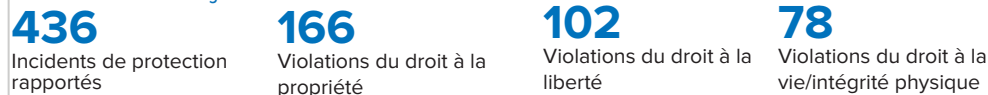
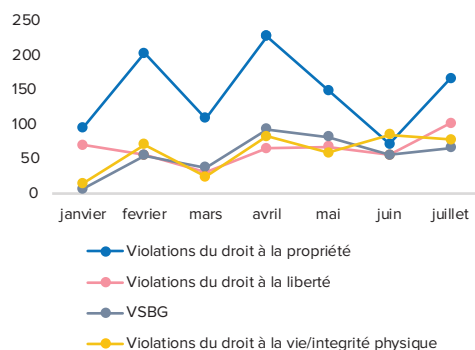
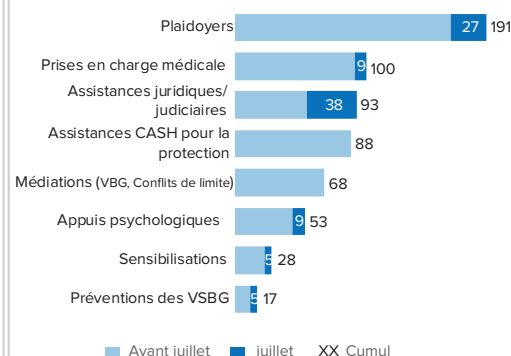
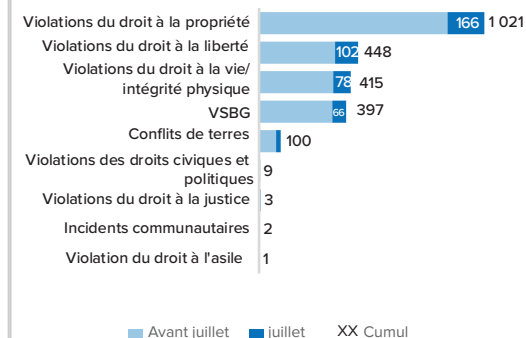
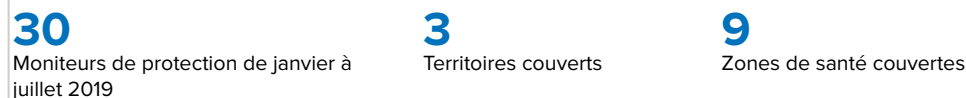
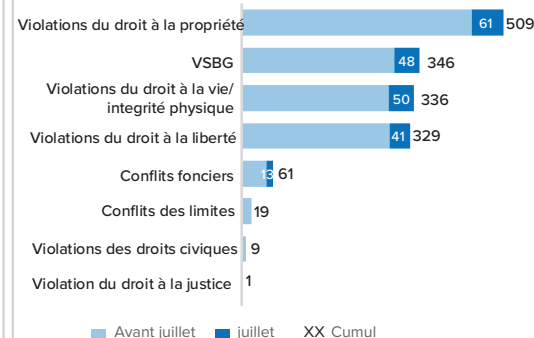
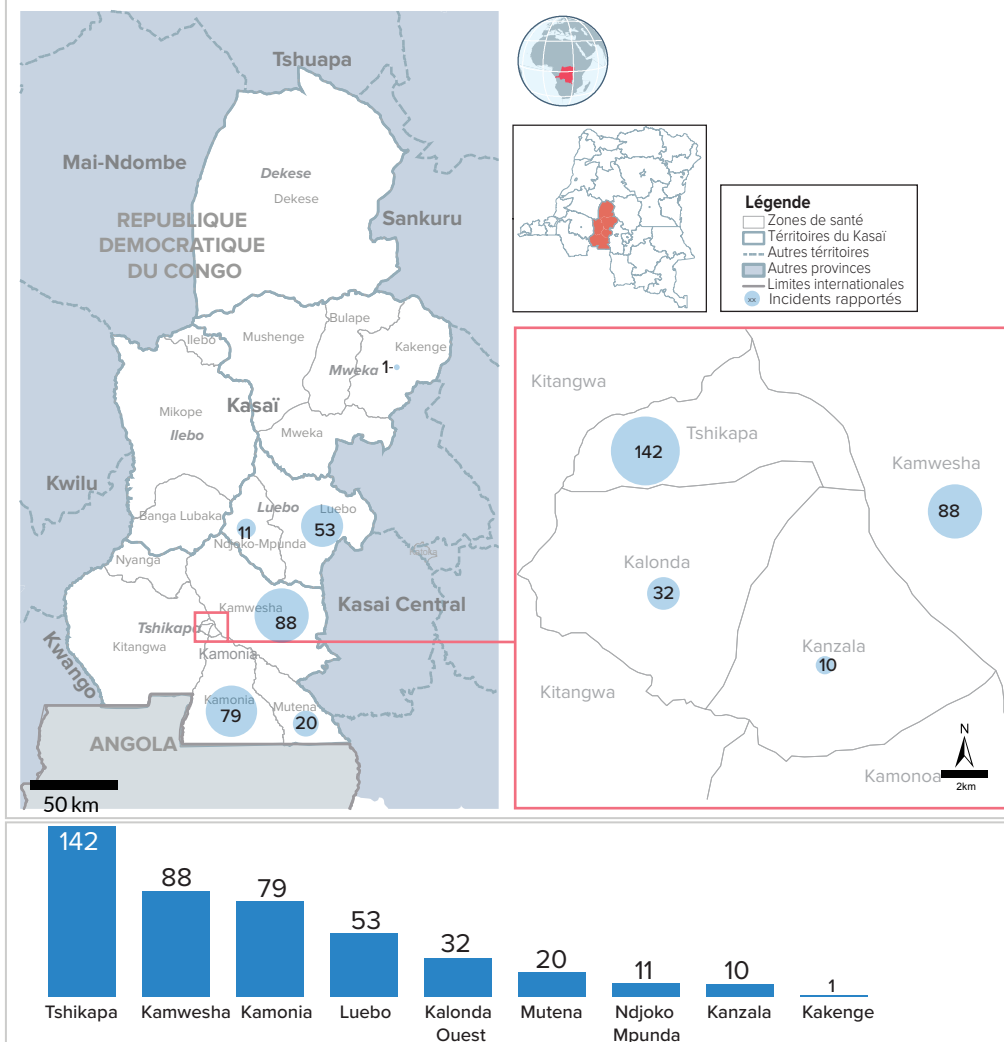


Chiffres clés | juillet

Chiffres clés | Cumul janvier - juillet

Tendances mensuelles principales

Actions de réponse

Typologie des incidents
Cas rapportés

Cas suivis

Tendance générale des incidents

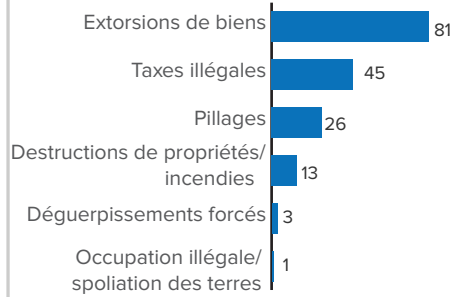
Cette année, les activités du monitoring de protection dans la province de Kasai ont commencé en janvier. Elles couvrent trois territoires (Kamonia, Luebo et Mwéka) y compris la ville de Tshikapa. Trente moniteurs sont déployés pour cette opération et 436 cas d'incidents ont été collectés en juillet soit une hausse de 36% par rapport au mois précédent. Il s'agit de violations du droit à la propriété (38%), des violations du droit à la liberté (23%), des violations du droit à la vie/intégrité physique (18%) et des violences et basées sur le genre soit (15%), des conflits fonciers (5%) et une violation du droit à la justice (0,2%). En moyenne, le pourcentage de suivi des cas rapportés est de 73% pour le mois de juillet contre 68% en juin, soit un accroissement de 5%. Ces violations ont été commises par des auteurs variés dont les principaux sont les civils, les éléments de la PNC, les éléments des FARDC et les membres de familles.

REPARTITION DES INCIDENTS PAR ZONE DE SANTE | mai


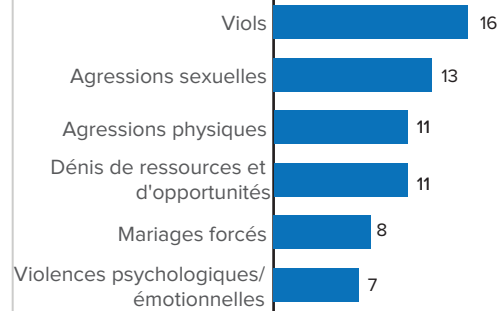
Tendances des violations juillet

Comparé au mois de juin, on note une augmentation drastique des violations du droit à la propriété (57%), des conflits fonciers (52%), des violations du droit à la liberté (45%) et des VSBG (15%). En moyenne 32% de cas rapportés de plus qu'en juin ont été enregistrés. Seules les violations du droit à la vie et à l'intégrité physique ont baissées (9%). L'absence des instances judiciaires et des forces de sécurité serait un facteur qui favoriserait l'impunité et par suite les augmentations enregistrées. Dans un environnement post-conflit, il est nécessaire que les autorités étendent la protection qu'ils accordent aux populations et à leurs biens. Les différentes poches de résistance des miliciens continuent également à être un facteur favorisant ces exactions. L'éloignement de certains services sociaux de base met également les femmes et jeunes filles en danger.

Violations du droit à la propriété



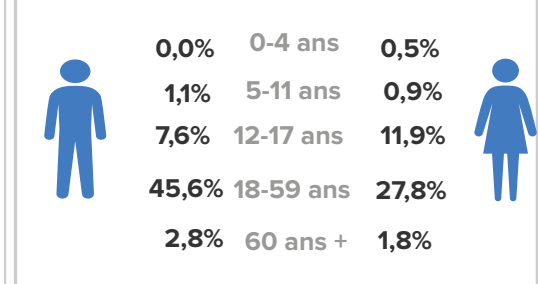
VSBG



Survivants des violations juillet

Les victimes de ces différentes violations sont principalement les femmes pour ce qui est des violences sexuelles et les hommes pour les autres violations des droits de l'Homme. L'impunité reste le facteur majeur favorisant ces pratiques, a cela s'ajoute également la situation socio-économique précaire dans un environnement post-conflit.

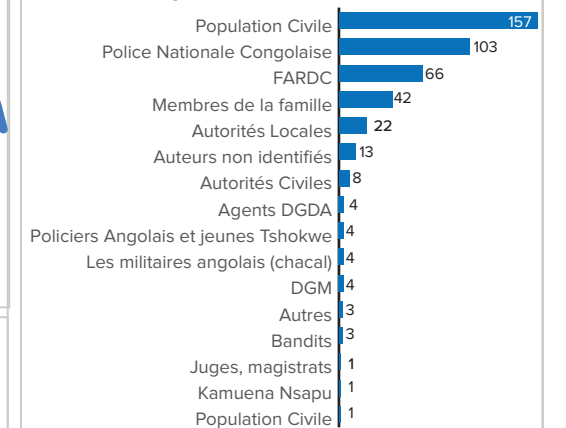
Nombre de victimes de violations par tranche d'âge et sexe



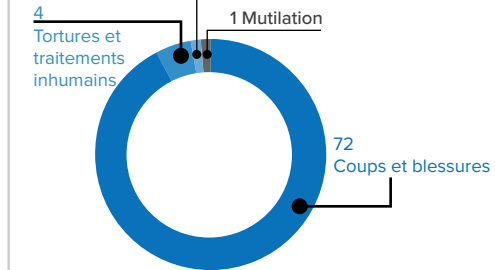
Auteurs présumés des violation juillet

Selon les données collectées, les éléments de la PNC et les FARDC constituent le groupe le plus important des auteurs présumés (39%) suivis de la population civile (36%). Cette situation s'explique également par l'impunité récurrente et les arrangements à l'amiable qui se font au sein des familles.

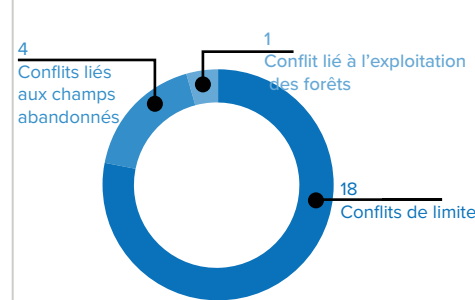
Nombre d'incidents de protection par profil des auteurs présumés



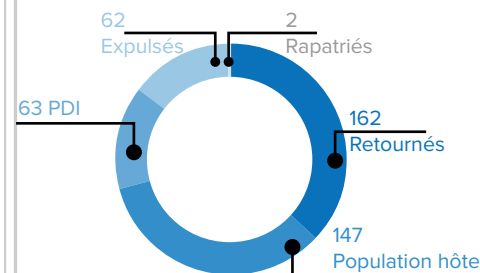
Violations du droit à la vie et à l'intégrité physique



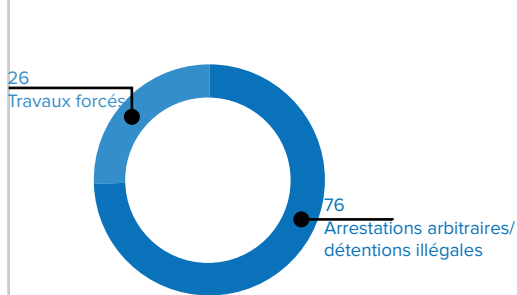
Conflits fonciers



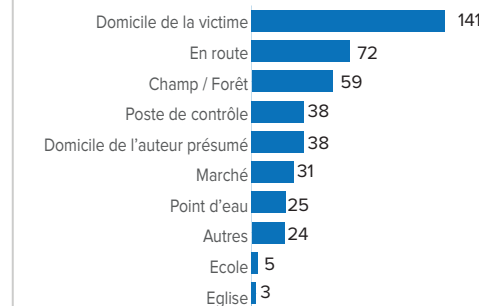
Nombre d'incidents de protection par profil des victimes



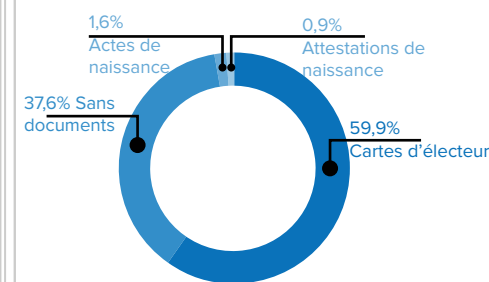
Violations du droit à la liberté



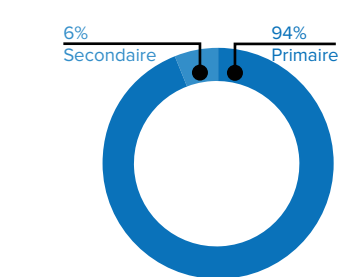
Lieux de commission des violations



Documents d'identité des victimes



Source de l'information



FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo
PDI : Personnes Déplacées Internes
VSBG : Violences Sexuelles Basées sur le Genre

Analyse de Protection

La situation de protection dans la province du Kasaï demeure relativement calme. Après la mise en place du nouveau gouvernement provincial, les choses semblent reprendre le bon train avec à la tête un gouverneur qui se veut rassurant quant à la paix et la sécurisation de sa province. On dénombre cependant des cas d'incidents de protection qui continuent à être perpétrés au sein des communautés dans la ville de Tshikapa et ses environs. Les récentes manifestations des Congolais réfugiés en Angola continuent de défrayer la chronique. Les discussions sont en cours pour étudier les conditions de ce rapatriement. Les évaluations doivent être faites dans les différentes zones de retour.

Le territoire de Kamonia reste le plus touché avec des problèmes de violations des droits de l'Homme. Kamonia est un territoire vaste avec des zones où n'y a quasiment pas de forces de sécurité. Les bandits se réfugient dans ces zones reculées pour commettre leurs forfaits en toute impunité. Les seules forces de sécurité affectées dans ce territoire s'adonnent à des tracasseries et des violations de droits de l'Homme. On note cependant une prise de conscience de la part des communautés qui sont sensibilisées par les acteurs humanitaires. L'opération de profilage a pris fin, cependant les expulsés continuent d'arriver dans la zone et nécessitent une assistance.